

anglais. Je fais allusion à la question de l'empire britannique ou plutôt du "Commonwealth britannique des nations", comme on se plaît à l'appeler en certains milieux.

L'empire britannique constitue quelque chose d'unique, que l'on ne rencontre nulle part dans l'histoire du monde. J'ai éprouvé beaucoup de plaisir, au cours des derniers mois, à lire l'ouvrage de H. G. Wells intitulé: "Outlines of History"; c'est un ouvrage intéressant au plus haut degré. L'auteur nous fait le tableau de l'édification et de la chute des républiques, des royaumes et des empires. Cependant, dans toutes les peintures qu'il nous fait des divers Etats et des différents peuples organisés depuis l'aube de la civilisation, il n'en est pas qui ressemble en quelque façon à l'empire britannique actuel. Cette agglomération est unique au monde en ce sens qu'elle repose sur la charité, la justice et la liberté. Je sais gré à l'honorable député (M. Putnam) qui a proposé l'adresse en réponse au discours du trône, d'avoir parlé de l'expulsion des Acadiens et d'avoir fait observer que le peuple anglais ne permettrait plus jamais la répétition d'un pareil exploit. J'ai l'idée parfois que nous oublions de rendre hommage à la mémoire de nos grands hommes du passé. Je crois donc à propos de rappeler au souvenir du Parlement les politiques distingués qui firent partie du cabinet de sir Henry Campbell-Bannerman—ces grands hommes d'Etat qui, au lendemain de la guerre acharnée du Sud-Africain, décidèrent, en dépit de la plus violente opposition et de la prédiction des terribles calamités à redouter, d'octroyer son autonomie à la population de l'Afrique-Sud. Encore une fois, je tiens à affirmer que, à mon sens, la saine politique, la bonne morale et la véritable religion reposent sur les mêmes principes.

On concevra aisément combien différente aurait été la situation dans l'Afrique-Sud, lorsqu'éclata la grande guerre mondiale, si ces adversaires d'hier de l'empire britannique s'étaient déclarés contre nous au lieu d'être les amis dévoués que l'on sait. J'essaie en vain parfois de découvrir une définition exacte des relations qui existent entre les diverses parties de l'empire. J'ai la conviction que la force des liens actuels dépendra de leur flexibilité et qu'ils se relâcheront en raison du succès qui couronnera les efforts tentés en vue de les raffermir.

A cette question se greffe aussi celle de nos obligations en tant que nation. Certains aspects de ce problème sont incontestablement d'une solution difficile, et que jusqu'à présent j'ai recherchée en vain. Nous avons toutefois pour nous guider, à mon sens, deux principes

essentiels et d'une clarté incontestable. La solidarité de l'humanité constitue le premier de ces principes, même si nous le voulions, nous ne pourrions nous isoler du reste du monde. Nul pays n'est en mesure d'exister par lui-même. Et, si mes collègues veulent bien me le permettre, je citerai encore une fois H. G. Wells. En substance, il nous dit que les peuples modernes sont mieux renseignés sur la civilisation qui existait il y a six mille ans passés que ne le fut jamais aucun contemporain de l'époque. Et pour quelle raison? Parce que les peuples habitant une partie du globe, peu importe le degré de civilisation qu'ils avaient atteint, étaient dans l'impossibilité de se mettre en rapport avec ceux du reste de l'univers. A mon avis, cet auteur a raison de soutenir que nous en savons plus long sur de la civilisation qui existait il y a six mille ans que les contemporains même de cette époque reculée.

M. Wells cite encore un autre exemple: Il affirme qu'à l'époque où les Espagnols abordèrent en Amérique, ils découvrirent deux peuples d'une civilisation fort avancée, l'un au Mexique et l'autre au Pérou, et cependant, l'un et l'autre ignoraient leur existence réciproque. Or, un semblable état de choses est impossible à l'heure qu'il est. Il n'y a pas un peuple au monde qui se suffise à lui-même. Il est absolument impossible qu'un pays se désintéresse de la prospérité des autres nations. Nous ne pouvons rester à l'écart, même si nous jugeons en nous-mêmes, qu'il est plus avantageux de le faire. Nul pays ne peut se suffire à lui-même. Il est donc nécessaire que nous jouions notre rôle. A quoi ce rôle doit-il se résumer? Voilà une question qui nous intéresse parfois et qui fait naître de fortes divergences d'opinion. Nous n'entrevoions peut-être pas toujours clairement le rôle que nous sommes appelés à jouer. Il peut arriver que nous commettions des erreurs et des bévues; cette possibilité toutefois ne nous relève nullement de nos obligations. J'approuve l'attitude prise hier par le chef de l'opposition (M. Meighen), en faisant observer qu'il nous sied mal de reprocher—comme nous l'avons fait, et avec raison, ce me semble—aux gens des Etats-Unis leurs vains efforts vers un désintéressement complet des problèmes mondiaux, lorsque nous-mêmes, nous adoptons la même attitude. Je suis convaincu de l'excellence du principe sur lequel repose la question, quoique nous ne lui ayons pas encore trouvé de solution efficace.

J'ai également foi en un autre principe, qui veut qu'au Canada il appartienne de déterminer le rôle qu'il jouera dans le concert des nations. C'est pourquoi j'approuve sans res-